

## Balance des paiements – France • Mars et 1er trimestre 2021

### Le déficit des transactions courantes se creuse au premier trimestre 2021

Le premier trimestre 2021 enregistre un creusement du déficit des **transactions courantes**, qui s'établit à 7,2 milliards d'euros après 2,2 milliards au dernier trimestre 2020 (données cvs-cjo). Si le déficit des biens se réduit légèrement, l'excédent des services se détériore et le solde des revenus devient déficitaire.

La réduction du déficit des biens hors énergie de 2,9 milliards d'euros est partiellement compensée par l'alourdissement de la facture énergétique de 2,2 milliards. Le moindre excédent des services est dû à la dégradation du solde des services de conseil, R&D et liés au commerce. Enfin, le solde des revenus se détériore de 4,3 milliards d'euros sous l'effet notamment d'une réduction de l'excédent des revenus d'investissements de 3,3 milliards.

En mars 2021, le déficit des transactions courantes s'établit à 2,9 milliards d'euros, soit une dégradation de 0,7 milliard par rapport à février, portée par l'augmentation du déficit des biens de 1,8 milliard d'euros.

Le **compte financier** enregistre des entrées nettes de capitaux à hauteur de 15,6 milliards d'euros au premier trimestre, après des sorties nettes de 16,8 milliards (données non cvs). Les entrées nettes croissantes en prêts-emprunts (112,1 milliards d'euros après 0,4 milliard) sont en grande partie contrebalancées par les investissements de portefeuille (sorties nettes de 101,5 milliards d'euros).

#### Soldes des transactions courantes et PIB

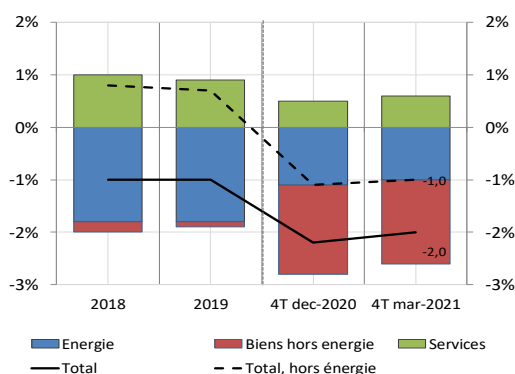
(en milliards d'euros et en % du PIB, CUMUL 4 TRIMESTRES, sources : Banque de France – DGSEI et BCE pour les données étrangères)

	2020		2021-T1 (*)	
	Montant	% PIB	Montant	% PIB
<b>France</b>	<b>-43,6</b>	<b>-1,9</b>	<b>-41,9</b>	<b>-1,8</b>
Allemagne	231,9	7,0		
Espagne	7,4	0,7		
Italie	59,9	3,6		
Royaume-Uni	-80,1	-3,4		

(\*) cumul 4 trimestres

#### Soldes des biens et services

(CUMUL 4 TRIMESTRES, en % du PIB)



#### Soldes des transactions courantes

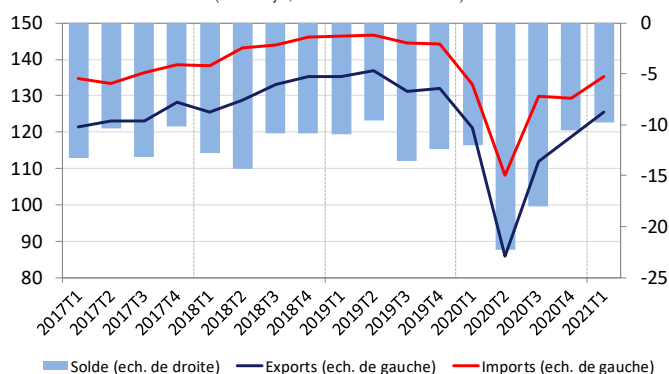
(En milliards d'euros)	mars-21 (a)	2020-T4 (a)	2021-T1 (a)	Cumul 4 trimestres (a)	2019 (b)	Cumul 4 trim. / 2019
<b>Compte de transactions courantes (cvs - cjo)</b>	<b>-2,9</b>	<b>-2,2</b>	<b>-7,2</b>	<b>-41,9</b>	<b>-16,2</b>	↓
Biens (1)	-4,3	-10,5	-9,8	-60,6	-46,8	↓
Énergie	-2,5	-5,1	-7,3	-23,4	-42,7	↑
Biens hors énergie	-1,9	-5,4	-2,5	-37,1	-4,2	↓
Services	1,9	5,5	4,1	14,5	21,6	↓
Services de voyages	0,2	1,0	0,7	3,5	10,8	↓
Services de transports	0,7	0,5	1,5	0,1	-5,0	↑
Services de conseils, de R&D ou liés au commerce, fournis aux entreprises	0,1	2,5	-0,7	5,0	7,2	↓
Services divers (2)	0,9	1,5	2,6	6,0	8,6	↓
Revenus primaires et secondaires (3)	-0,5	2,8	-1,5	4,2	9,0	↓

(a) Données provisoires (b) Données du rapport annuel de 2019  
(1) à (3) Voir les notes méthodologiques page 2.

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DGSEI

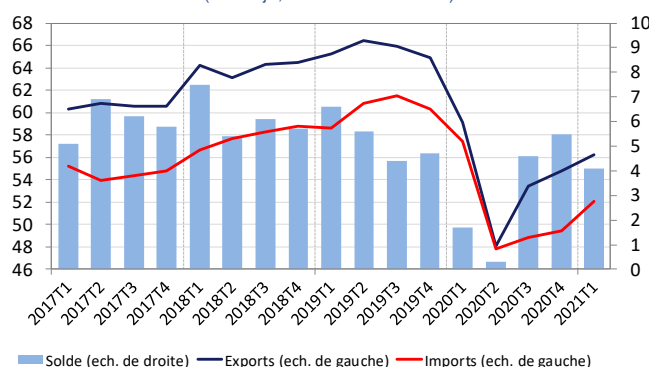
## Biens

(cvs - cjo, en milliards d'euros)



## Services

(cvs - cjo, en milliards d'euros)



## Compte de capital et compte financier

(En milliards d'euros)	mars-21 (a)	2020-T4 (a)	2021-T1 (a)	Cumul 4 trimestres (a)	2019 (b)
<b>Compte de capital (brut)</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>
<b>Compte financier (brut)</b>	<b>-5,8</b>	<b>16,8</b>	<b>-15,6</b>	<b>-38,3</b>	<b>-28,8</b>
Investissements directs	2,0	4,2	-1,4	-1,1	4,2
- Français à l'étranger	2,8	23,5	6,7	40,4	49,8
- Étrangers en France	0,8	19,3	8,1	41,5	45,6
Investissements de portefeuille	-24,5	21,8	101,5	78,6	-93,0
- Avoirs	14,4	1,6	136,1	239,2	53,2
- Engagements	39,0	-20,3	34,6	160,6	146,2
Instruments financiers dérivés	-4,5	-9,8	-2,3	-2,5	3,7
Prêts et emprunts (4)	21,9	-0,4	-112,1	-112,3	53,4
Avoirs de réserve	-0,7	1,0	-1,4	-1,0	2,8

(a) Données provisoires (b) Données du rapport annuel 2019  
(4) Voir les notes méthodologiques page 2.

## Notes méthodologiques sur les tableaux des pages 1 et 2

(1) Les données sur les échanges de biens sont FAB/FAB, c'est-à-dire hors frais de transport et d'assurance qui sont classés en services. Elles se composent des données d'échanges de marchandises publiées par la Direction générale des Douanes et des droits indirects d'une part, du négoce international et d'ajustements méthodologiques calculés par la Banque de France, d'autre part. Les modifications des données douanières permettent d'assurer la conformité de la balance des paiements de la France aux normes internationales édictées par le FMI et de ce fait la comparaison avec les autres pays. Le motif conceptuel de ces retraitements est de considérer qu'il y a échange international lorsqu'il y a transfert de la propriété économique, et d'assurer ainsi la cohérence avec la comptabilité nationale puisque celle-ci est également fondée sur la notion de propriété économique.

(2) Les services autres que services de voyages (tourisme et voyages professionnels, pour l'essentiel), services de transports et services de conseil, de R&D ou liés au commerce comprennent les services de fabrication, d'entretien et de réparation, de construction, d'assurance et de pension, les services financiers, les commissions pour usage de propriété intellectuelle, les services de télécommunication, d'informatique et d'information, les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs et les services des administrations publiques.

(3) Les revenus comprennent les revenus primaires et les revenus secondaires. Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunération des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissements) ou pour la location de ressources naturelles (loyers) ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes, envois de fonds...).

(4) Les « Autres investissements » (prêts et emprunts) composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

La Banque de France met à disposition sur son site internet une [note méthodologique détaillée sur la balance des paiements et la position extérieure](#) et des éclairages sur les thèmes :

- [investissements directs](#),
- [envois de fonds et revenus du travail](#),
- [tourisme international \(« services de voyages »\)](#),
- [expositions bancaires internationales](#),
- [implantations bancaires à l'étranger](#),
- [réserves de change](#),
- [services aux entreprises](#)

